

Chambre des Représentants

SEANCE DU 24 MARS 1927.

Projet de loi modifiant les lois du 6 mars 1925 et du 14 janvier 1927
relatives à la rétribution de certaines catégories d'agents de l'État (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

Un arrêté royal du 28 février 1927 a stabilisé les traitements et salaires du personnel de l'État.

Le projet de loi qui vous est soumis aujourd'hui par le Gouvernement a pour but d'étendre l'application de cet arrêté royal aux agents dont le traitement est fixé par la loi du 6 mars 1925, notamment aux membres de l'Ordre judiciaire, du Conseil des Mines, du clergé catholique et du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes.

Seuls les traitements qui comprennent une partie *fixe* et une partie *mobile* peuvent, aux termes de l'article 3, § 1, bénéficier des avantages prévus par le projet de loi qui nous est soumis.

Les traitements des membres des députations permanentes ne comprenant pas de partie mobile, ils ne pourront donc pas bénéficier des dispositions de la nouvelle loi, quoique la loi du 6 mars 1925 leur ait été applicable.

Les avantages du projet du Gouvernement peuvent être résumés comme suit :

1° A partir du 1^{er} mars 1927 une majoration de 20 % sur le montant mensuel brut de la *partie fixe* des traitements;

2° A partir du 1^{er} mars 1927 c'est l'index-number 724, et non celui de 510 fixé à l'article 2 de la loi du 14 janvier 1927, qui servira de base pour la fixation de la *partie mobile* des traitements;

3° En vertu de l'article 7 de la loi du 6 mars 1925 les magistrats touchent une indemnité de naissance à partir du troisième enfant.

Cette indemnité comporte 70 francs pour le troisième enfant, 90 francs pour le quatrième, 100 francs pour chacun des enfants suivants. A l'avenir les magistrats toucheront également une indemnité de naissance pour le deuxième enfant, qui s'élèvera à 20 francs par mois (art. 1, § 3).

(1) Projet de loi, n° 124.

(2) La *Section centrale*, présidée par M. Hallet, était composée de MM. Heyman, De Bruycker, Verachtert, Gelders, Ramaekers et Melckmans.

Telles sont les dispositions essentielles du projet de loi qui nous est soumis.

C'est avec satisfaction que la Section centrale a pu se convaincre par l'Exposé des motifs que le Gouvernement est d'accord pour déclarer que par suite de la stabilisation au taux de 175, il paraît nécessaire de mettre les émoluments des agents de l'État en concordance avec la cherté de vie.

La Section centrale est d'autre part d'accord avec le Gouvernement pour admettre que la stabilisation des traitements ne pourra être établie sur des bases solides que lorsque les prix des produits de première nécessité auront été stabilisés. Le Gouvernement a cependant déclaré que le rajustement des traitements sera réalisé à bref délai et que ce travail aussi important que vaste a été entamé dès à présent.

Il espère le terminer dans la seconde moitié de l'année 1927.

Le projet de loi qui nous est soumis prend ainsi le caractère d'une solution tout à fait provisoire et momentanée, devant faire face aux besoins les plus urgents.

Dans cet ordre d'idées, la Section centrale a donné, à l'unanimité, son adhésion au projet.

EXAMEN DES ARTICLES.

Les amendements, dont le texte suit, ont été soumis à la Section centrale. Celle-ci était disposée à les adopter sous réserve des possibilités financières. A cet effet elle les a transmis au Gouvernement.

Voici le texte de ces amendements avec la réponse du Gouvernement :

AMENDEMENTS.

ART. 1, § 1.

a) **Lire** : « à partir du 1^{er} janvier 1927 » au lieu de « à partir du 1^{er} mars 1927 ».

b) **Intercaler l'alinéa suivant après le premier alinéa du § 1^{er} de l'article premier** :

Cette allocation spéciale comptera pour la fixation de la partie mobile des traitements.

ART. 5.

Rédiger comme suit le deuxième alinéa de l'article 5 :

« En ce qui concerne les instituteurs, la base comprend également l'indemnité de direction, l'indemnité de logement et les indemnités attachées à la possession des certificats spéciaux dont il est question à l'article 34 de la loi organique de l'enseignement primaire. »

ART. 1, § 1.

a) **Te lezen** : « van 1 Januari 1927 af » in plaats van « van 1 Maart 1927 af ».

b) **Navolgend alinea in te lassen na het eerste alinea van § 1 van artikel 1** :

Deze bijzondere toelage komt in rekening voor het vaststellen van het schommelend gedeelte der wedden.

ART. 5.

Het tweede alinea van artikel 5 te doen luiden :

« Wat de onderwijzers betreft omvat de basis eveneens de bestuursvergoeding, de woonstvergoeding en de vergoedingen verbonden aan de bijzondere getuigschriften waarvan sprake in artikel 34 van de wet tot regeling van het lager onderwijs. »

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT.

En rédigeant le projet de loi qu'il a déposé le 3 mars 1927 (*Doc. parl.*, n° 124), le Gouvernement s'est visiblement inspiré de l'arrêté royal du 20 février 1927 dont il a reproduit littéralement les termes par les points essentiels.

La justice distributive exige, d'ailleurs, que les agents dont la rétribution est fixée par la loi soient traités comme ceux dont la rétribution est fixée par un arrêté. Si l'on abandonnait cette attitude, on s'exposerait volontairement au danger des récriminations procédant des comparaisons.

L'arrêté royal du 28 février 1927 attribue le bénéfice de l'allocation spéciale à partir du 1^{er} mars 1927 (art. 1^{er}) et il limite la base des 20 % au montant de la partie fixe, à l'exclusion du casuel, des émoluments en nature et des remises accidentelles (art. 4). Enfin, l'allocation spéciale est sans influence sur la partie mobile.

Pourquoi faudrait-il que, pour les agents dont la loi fixe la rétribution :

- 1° Que le bénéfice de l'allocation soit attribué dès le 1^{er} janvier 1927 ;
- 2° Et que la majoration exerce une influence sur la partie mobile ?

Pourquoi, enfin, faudrait-il pour les instituteurs, ajouter les indemnités de diplômes aux éléments de la base admis par le Gouvernement ?

La base de l'allocation, c'est la partie fixe du traitement, c'est la partie essentielle de la rétribution. Le fonctionnaire de l'ordre administratif ne peut faire état des éléments accessoires pour la détermination du montant de l'allocation spéciale. C'est ainsi que l'arrêté royal exclut de la base le casuel, les émoluments en nature et les remises accidentelles. Pour l'instituteur, dans le même ordre d'idées, il faut exclure l'indemnité pour diplômes.

En effet.

L'indemnité pour diplômes n'est pas comprise parmi les éléments de la rétribution. Ces derniers sont détaillés à l'article 29 de la loi organique tandis que la première fait l'objet de l'article 34.

L'indemnité pour diplômes n'a pas été modifiée par la loi de péréquation du 6 mars 1925. Son montant est fixé par arrêté royal, mais la loi sur l'enseignement a décidé que le montant total des indemnités de l'espèce ne pouvait dépasser 300 francs.

En résumé, le projet de loi admet, pour les instituteurs, la liquidation des 20 % sur les éléments dont la péréquation a été faite, c'est-à-dire, dont il a été tenu compte pour établir l'équivalence des rétributions sur la base de l'équivalence des attributions.

En conséquence le Gouvernement ne peut pas accepter les trois amendements déposés à la Section centrale.

ART. 1, § 3.

Comme il est rappelé plus haut les magistrats toucheront une indemnité de naissance de 20 francs pour le deuxième enfant.

La Section centrale a estimé que cette indemnité est insuffisante et n'est pas en rapport avec les indemnités accordées pour le troisième et le quatrième enfant et les suivants, soit 70, 90 ou 100 francs.

Le Gouvernement ne pourrait-il porter ce taux à 50 francs par exemple ?

Art. 4.

L'article 4 prévoit que l'allocation spéciale de 20 % ne sera accordée aux membres du clergé catholique, qu'à concurrence des *trois quarts*, avec un maximum de 5,700 francs.

L'Exposé des motifs tente de justifier cette réduction aux trois quarts en rappelant que, conformément à l'article 12 de la loi du 6 mars 1925, la *partie mobile* des traitements des membres du clergé, fut également réduite aux trois quarts.

Mais on peut se demander si le fait de l'application de cette réduction aux trois quarts de la *partie mobile* doit aussi entraîner l'application de la même réduction à l'augmentation de 20 % accordée par la présente loi sur la *partie fixe* des traitements déjà réduits en comparaison de ceux des autres agents de l'État.

Telle est la question que la Section centrale soumet à l'attention bienveillante du Gouvernement et de la Chambre.

*
* *

Attendu que le projet du Gouvernement a un caractère d'urgence, la Section centrale espère qu'il sera rapidement adopté.

Le Rapporteur,

HENRI HEYMAN.

Le Président,

MAX HALLET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 MAART 1927.

Wetsontwerp wijzigende de wetten van 6 Maart 1925 en van 14 Januari 1927
betreffende de vergoeding aan zekere categorieën van Staatsagenten (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

Een Koninklijk besluit van 28 Februari 1927, stabiliseerde de wedden en loonen van het Staatspersoneel.

Het wetsontwerp dat ons thans door de Regeering voorgelegd wordt, heeft tot doel de toepassing van dit Koninklijk besluit uit te breiden tot deze agenten wier bezoldiging vastgesteld is door de wet van 6 Maart 1925, namenlijk tot de leden van de Rechterlijke Orde, den Mijraad, de katholieke geestelijkheid en het onderwijzend korps der lagere- en bewaarscholen.

Alleen de jaarwedden welke een *vast* en een *veranderlijk* gedeelte bevatten, kunnen volgens artikel 3 § 1 der wet welke ons voorgelegd is, van deszelfs voordeelen genieten.

Daar nu de jaarwedden van de leden der Bestendige Deputatiën geen veranderlijk gedeelte bevatten zullen zij, niettegenstaande zij onder de toepassing vielen der wet van 6 Maart 1925, van deze nieuwe wet kunnen genieten.

De voordeelen van het onderhavig Regeeringsvoorstel, kunnen als volgt samengevat worden :

1° Vanaf 1 Maart 1927, een verhooging van 20 l. h. op het maandelijksch brutobedrag van het *vast deel* der wedden ;

2° Vanaf 1 Maart 1927, zal het index-number 724, als vertrekpunt dienen bij het vaststellen van het *veranderlijk gedeelte* der wedden, in plaats van het index-number 510, zooals vastgesteld was door artikel 2 der wet van 14 Januari 1927 ;

3° Ingevolge artikel 7 der wet van 6 Maart 1925, ontvangen de magistraten een geboortevergoeding vanaf het *derde* kind.

Voor het derde kind bedraagt deze vergoeding 70 frank, voor het vierde, 90 frank ; voor elk der volgende, 100 frank.

Voortaan zullen de magistraten ook een geboortevergoeding ontvangen voor het *tweede* kind. Deze zal 20 frank per maand bedragen (art. 1, § 3).

Ziedaar de bijzonderste bepalingen van het ons voorgelegde wetsontwerp.

De Middenafdeeling heeft door de Memorie van Toelichting met genoegen

(1) Wetsontwerp n° 124.

(2) De *Middenafdeeling*, voorgezeten door den heer Hallet, bestond uit de heeren Heyman, De Bruycker, Verachtert, Gelders, Ramaeckers en Melckmans.

vernomen, dat de Regeering het met haar eens is om te zeggen dat het noodig blijkt ten gevolge der stabilisatie aan 175, de inkomsten van de Staatsagenten in overeenstemming te brengen met de levensduurte.

De Middenafdeeling is het met de Regeering eens om te verklaren, dat deze stabilisatie der jaarwedden dan eerst naar stevige gegevens zal kunnen vastgesteld worden, wanneer de prijzen der artikels van eerste noodwendigheid zelf zullen gestabiliseerd zijn. De Regeering heeft nochtans verklaard dat de wederaanpassing van de jaarwedden met den grootsten spoed zal worden doorgedreven, en dat dit zoo belangrijk als omvangrijk werk reeds begonnen is.

Zij hoopt dit werk te kunnen doordrijven in den tweede helft van 1927.

Aldus krijgt het ons voorgelegde wetsontwerp het karakter van een gansch voorloopige en tijdelijke oplossing die geroepen is om in de dringendste nooden te voorzien.

In dien geest heeft de Middenafdeeling het voorstel met algemeene stemmen goedgekeurd.

ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

De volgende amendementen werden in de Middenafdeeling voorgelegd. Deze was bereid er hare goedkeuring aan te hechten, onder voorbehoud der financieële mogelijkheden.

Deze amendementen werden dan ook te dien einde overgemaakt voor advies, aan de Regeering.

Ziehier den tekst dezer amendementen met het antwoord dat ons hierop toekwam :

AMENDEMENTEN.

ART. 1, § 1.

a) **Te lezen :** « van 1 Januari 1927 af » in plaats van « van 1 Maart 1927 af ».

b) **Navolgend alinea in te lasschen na het eerste alinea van § 1 van artikel 1 :**

Deze bijzondere toelage komt in rekening voor het vaststellen van het schommelend gedeelte der wedden.

ART. 5.

Het tweede alinea van artikel 5 te doen luiden :

« Wat de onderwijzers betreft omvat de basis eveneens de bestuursvergoeding, de woonstvergoeding en de vergoedingen verbonden aan de bijzondere getuigschriften waarvan sprake in artikel 34 van de wet tot regeling van het lager onderwijs. »

ART. 1, § 1.

a) **Lire :** « à partir du 1^{er} janvier 1927 » au lieu de « à partir du 1^{er} mars 1927 ».

b) **Intercaler l'alinéa suivant après le premier alinéa du § 1^{er} de l'article premier :**

Cette allocation spéciale comptera pour la fixation de la partie mobile des traitements.

ART. 5.

Rédiger comme suit le deuxième alinéa de l'article 5 :

« En ce qui concerne les instituteurs, la base comprend également l'indemnité de direction, l'indemnité de logement et les indemnités attachées à la possession des certificats spéciaux dont il est question à l'article 34 de la loi organique de l'enseignement primaire. »

ANTWOORD VAN DE REGEERING.

Toen de Regeering het wetsontwerp opgemaakt heeft, dat zij indiende op 3 Maart 1927 (*Gedr. St. K.*, n° 124), heeft zij zich blijkbaar laten leiden door het Koninklijk besluit van 28 Februari 1927 waarvan de bewoordingen voor de voornaamste punten letterlijk werden overgenomen.

De billijkheid eischt trouwens dat de agenten die eene door de wet vastgestelde bezoldiging ontvangen, zouden behandeld worden zooals die wier wedde door een Koninklijk besluit bepaald wordt. Moest men van dergelijke houding afzien, dan zou men zich vrijwillig blootstellen aan het gevaar der klachten, door vergelijkingen ingegeven.

Het Koninklijk besluit van 28 Februari 1927 verleent het voordeel van de bijzondere toelage van 1 Maart 1927 af (Eerste artikel) en beperkt den grondslag der 20 t. h. tot het bedrag van het vast gedeelte, met uitsluiting van de toevallige verdiensten (casueel), voordeelen in natura en toevallige percentsloonen (art. 4). Ten slotte heeft de bijzondere toelage geen invloed op het veranderlijk gedeelte.

Waarom zou aan de bedienden wier bezoldiging door de wet wordt vastgesteld :

1° Het voordeel van de toelage moeten verleend worden van 1 Januari 1927 af;

2° En waarom zou de verhooging haar weerslag moeten hebben op het schommelend gedeelte?

Waarom ten slotte zou men voor de onderwijzers de vergoedingen verbonden aan de diplomas, moeten voegen bij wat de Regeering als grondslag heeft aangenomen ?

Als grondslag van de toelage geldt het vast gedeelte der wedde, dat het voornaamste gedeelte uitmaakt van de bezoldiging. De bestuursambtenaar mag echter de bijkomende factoren niet in aanmerking brengen voor het vaststellen van het bedrag der bijzondere toelage. Aldus worden door het Koninklijk besluit buiten den grondslag geweerd het casueel, de voordeelen in natura en de toevallige percentsloonen. Om dezelfde redenen moet de vergoeding wegens diplomas voor den onderwijzer worden uitgesloten.

Inderdaad.

Ook is de vergoeding wegens diplomas niet begrepen bij de factoren van de bezoldiging. Deze laatste zijn opgesomd in artikel 29 der organieke wet, terwijl de eerste bij artikel 34 wordt bepaald.

De vergoeding wegens diplomas werd door de perequatie-wet van 6 Maart 1925 niet gewijzigd. Het bedrag ervan wordt bepaald bij Koninklijk besluit, doch de wet op het onderwijs zegt, dat het gezamenlijk bedrag van deze bijkomende vergoedingen niet 300 frank mag te boven gaan.

Kortom, het wetsontwerp neemt voor de onderwijzers de uitkeering der 20 t. h. aan, op de factoren waarvan de perequatie werd gedaan, te zeggen die in aanmerking kwamen om de gelijkwaardigheid der bezoldigingen vast te stellen in verband met de gelijkwaardigheid der ambtsbevoegdheden.

Dienvolgens kan de Regeering de drie amendementen, bij de Middenafdeeling ingediend, niet aannemen.

ART. 1, § 3.

Zooals hierboven gezegd is, zullen de magistraten een geboortevergoeding ontvangen van 20 frank voor het tweede kind.

De Middenafdeeling heeft geoordeeld, dat deze vergoeding te laag is in verhouding tot deze verleend voor het derde, het vierde en de volgende kinderen, zij : 70 fr., 90 fr. en 100 fr.

Zou de Regeering de eerste vergoeding niet willen verhoogen tot b. v. 50 frank?

ART. 4.

Artikel 4 bepaalt dat de bijzondere toelage van 20 t. h. aan de katholieke geestelijkheid enkel tot een bedrag van *drie vierden* zal worden toegekend met een maximum van 5,700 franken. De Memorie van Toelichting tracht deze vermindering op drie vierden te wettigen, door er aan te herinneren dat ingevolge artikel 12 der wet van 6 Maart 1925, het *veranderlijk* gedeelte der jaarwedden van de geestelijkheid insgelijks tot drie vierde verminderd werd.

Maar de vraag kan gesteld worden of het feit dat deze vermindering op drie vierden toegepast op het *mobiel gedeelte*, voor gevolg moet hebben deze toe te passen op de 20 t. h. welke op het *vast gedeelte* der reeds verminderde jaarwedden in vergelijking met de jaarwedden der andere Staatsagenten toegekend wordt door deze wet.

Dit is de vraag welke de Middenafdeeling aan de welwillende aandacht van de Regeering en van de Kamer onderwerpt.

* * *

Gezien het dringend karakter van het voorstel der Regeering, hoopt de Middenafdeeling op een spoedige goedkeuring ervan.

De Verslaggever,

HENDRIK HEYMAN.

De Voorzitter,

MAX HALLET.
